



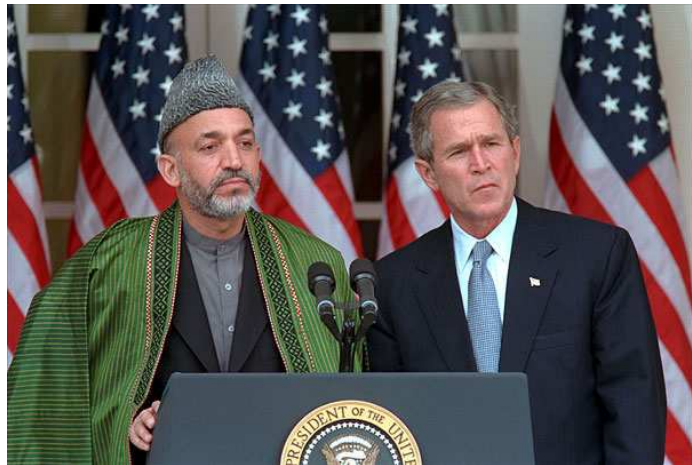
transférer le pétrole du bassin de la Caspienne (estimé entre 110 milliards et 243 milliards de barils de brut d'une valeur de 4 billions de dollars) via l'Afghanistan ». Bush et ses alliés n'ont pas gagné leur pari, et Barak Obama, en appelant à une nouvelle escalade militaire, ne renonce pas au « rêve américain ». Les déclarations américaines se multiplient pour justifier ce choix : « guerre de nécessité » dit le nouvel élu, reprenant l'argument de son prédécesseur. La victoire « ne sera ni facile ni rapide », poursuit-il, ce que l'on pourrait traduire par « un projet d'une longue occupation », thème développé par l'émissaire américain en Afghanistan, Richard Holbrooke, lors d'une rencontre avec la presse le 12 août. Et dans ce cas les demandes du général McChrystal d'une rallonge de 10 000 à 20 000 hommes et l'envoi de nouvelles armes de haute technologie ne paraissent pas hors propos. Mais pour quelle victoire ?

« L'Afghanistan, c'est le Vietnam d'Obama », titrait en février le magazine Newsweek. Six mois plus tard, le quotidien Los Angeles Times publiait un entretien avec le secrétaire à la Défense. Robert Gates y soulignait l'importance de remporter des succès tangibles d'ici un an, si Washington veut éviter un enlèvement comparable à celui vécu en Irak. « Après ce que nous y avons connu, personne n'est prêt à supporter une longue corvée dans laquelle nous n'aurions pas d'avancées visibles », rapportait l'ancien ministre de Bush.

### Hamid Karzaï, du pétrole à la présidence

Hamid Karzaï demeure pour le moment le meilleur atout des États-Unis. Plus que tous les leaders afghans, l'actuel président est une vieille relation des stratèges de Washington. Il quitte l'Afghanistan en 1970 pour suivre

des études à l'étranger et revient au début des années quatre-vingt pour participer à la lutte contre les Soviétiques. Ministre des Affaires étrangères dans le gouvernement Rabbani, de 1992 à 1994, il démissionne, et se range aux côtés des talibans. Il débute peu après sa véritable carrière politique comme consultant d'Unocal, entreprise pétrolière et gazière californienne, alors que la compagnie concluait un accord avec les talibans pour la construction d'un pipeline à travers l'Afghanistan. Dans le même temps, il est « repéré » par Zalmay Khalilzad, un Afghan naturalisé aux États-Unis en 1984 et collaborateur de la RAND Corporation, un



institut de recherche proche de l'administration Bush. Khalilzad fut ambassadeur des États-Unis en Afghanistan jusqu'en janvier dernier, et ce serait sur ses conseils que le département d'État a décidé de propulser Karzaï à la présidence de l'Afghanistan après la chute des talibans, en novembre 2001.

L'héritier d'une grande tribu pachtoune reste avant tout un homme de pouvoir et de clan s'appuyant sur les élites traditionnelles, fondamentalistes, et les seigneurs de guerre pour perdurer autant que faire se peut, quand bien même serait-il cantonné aux limites de la ville de Kaboul. Aucune concession vis-à-vis des tenants de l'islam le plus intégriste ne lui répugne. En 2006, il accepte le projet de rétablissement du département de la promotion de la vertu et de la prévention du vice - mis en place sous le régime taliban. Le président candidat vient de récidiver en ratifiant une loi controversée sur le statut des femmes chiites de la communauté Hazara. Celle-ci impose aux épouses « de satisfaire les pulsions sexuelles de leurs maris et de recevoir leur autorisation pour sortir de chez elles ».

**Crimes de guerre aggravés.** Malalai Joya, ancienne députée afghane, journaliste et essayiste, a lancé dans le quotidien britannique The Guardian, un terrible cri d'alarme : en procédant à une escalade de la guerre en Afghanistan, le président US « trahira son propre message d'espoir et accroîtra la souffrance de mon peuple », et ce sera « la poursuite d'un crime de guerre contre mon pays ». En installant à Kaboul « des seigneurs de guerre et des trafiquants de drogue, les États-Unis et l'Otan nous ont jetés de la poêle à frire dans le feu, et Obama jette de l'huile sur ce feu ».

**En 2009, la mission belge** en Afghanistan coûtera 76 millions d'euros, soit 40,8 millions pour sa mise en œuvre et 34,7 millions pour le paiement de 485 soldats, selon des chiffres transmis par le ministère de la défense à la Cour des Comptes. Un rapide calcul permet donc d'estimer le coût d'un militaire belge mobilisé en Afghanistan à 156.700 euros, un sixième de ce que coûte un GI.

**Deux millions de soldats américains** ont été envoyés en Irak et en Afghanistan depuis le début de la guerre. Un sur cinq, soit 400 000 selon les estimations de spécialistes, est atteint d'une dépression, d'un « stress post-traumatique » (PTSD) ou d'une addiction. Mais peu d'entre eux décident d'en parler, de peur d'être perçus comme des « faibles » ou de compromettre leur carrière.

**Aux États-Unis, les suicides de militaires** ont doublé par rapport à 2004. Et le phénomène s'aggrave. De janvier à novembre, 140 soldats ont mis fin à leurs jours : treize de plus par rapport à la même période de 2008. On estime que les suicides vont atteindre un record en 2009.

L'armée se penche par ailleurs sur l'abus d'alcool, de drogue ou de médicaments, dont le taux est "plus élevé qu'il y a huit ans".